



Sauvegarder l'espace civique tout en luttant contre le financement du terrorisme en Afrique de l'Est et de l'Ouest

À PROPOS DU PROGRAMME

Le Global Center on Cooperative Security (Global Center) dirige une initiative de trois ans visant à faire progresser les politiques et les pratiques qui protègent l'espace civique, les droits de l'homme, l'action humanitaire et l'accès aux services financiers tout en mettant en œuvre des mesures de lutte contre le financement du terrorisme (CFT). L'initiative est soutenue par le gouvernement des Pays-Bas en collaboration avec le Maroc et tend au renforcement des recommandations issues du Mémorandum sur les Bonnes Pratiques du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF - Global Counterterrorism Forum) relative à la mise en œuvre des mesures de lutte contre le financement du terrorisme tout en préservant l'espace civique.

A travers cette initiative, le Global Center fournira un financement de démarrage et un soutien au développement des capacités aux acteurs de la société civile des pays suivants : Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Kenya, au Mali, au Mozambique, en Tanzanie, au Togo et en Ouganda. Les organisations sélectionnées au cours d'un processus sélectif, participeront à une série d'échanges avec des experts nationaux,

régionaux et internationaux et recevront des conseils dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de la programmation nationale pour travailler avec les acteurs du gouvernement et du secteur privé en vue du renforcement de mesures proportionnées et fondées sur les risques qui protègent les organisations de la société civile (OSC) contre les abus de financement du terrorisme.

L'initiative s'appuie sur l'expertise du Global Center en matière de CFT et espace civique et sur son historique de financement de démarrage à plus de 60 organisations à travers l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Est pour mettre en œuvre une programmation adaptée aux spécificités du contexte local en matière de sécurité affectant leurs communautés.

CONTEXTE

Les mesures destinées à détecter et à lutter contre le financement du terrorisme ont, intentionnellement et non intentionnellement, eu des impacts négatifs sur l'espace civique, les acteurs humanitaires et les OSC.

Les perceptions erronées persistantes du secteur à but non lucratif comme un risque plus élevé de financement du terrorisme contribuent à la baisse ou aux retards de l'accès financier (réduction des risques) qui mettent en péril la société civile et les opérations humanitaires, et ont un impact particulièrement important sur les droits des femmes et les organisations axées sur le genre et les jeunes. La mise en œuvre de sanctions liées à la lutte contre le terrorisme crée des complexités pour les acteurs humanitaires opérant dans des contextes où les opérations extrémistes violentes se confondent avec d'autres formes de conflit et de crise. Dans certains endroits, les mesures de CFT ont été utilisées abusivement pour cibler l'opposition politique et les défenseurs des droits humains. Dans d'autres, les OBNL sont aux prises avec des obstacles juridiques et administratifs ardues imposés dans le cadre des CFT, ce qui a un effet dissuasif sur l'espace civique et la protection des Droits de l'Homme tel que la liberté d'association.

Les organisations internationales ont de plus en plus reconnu et cherché à atténuer les conséquences négatives des mesures de CFT. La [résolution 2462 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité des Nations Unies appelle les États à respecter leurs obligations en vertu du droit international des droits de l'homme, du droit humanitaire et du droit international des réfugiés tout en luttant contre le financement du terrorisme, et à prendre en compte les conséquences des mesures CFT sur l'action humanitaire fondée sur des principes.

Le Groupe d'action financière a révisé ses [normes internationales en matière de CFT](#) pour appeler à

une approche proportionnée et fondée sur les risques en vue de protéger les organisations de la société civile contre les abus. De plus, le Groupe a lancé un [projet](#) afin d'examiner l'impact de ses normes sur la réduction des risques, l'exclusion financière, le ciblage indu des OSC, et la restriction des droits de l'homme.

Le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF - Global Counterterrorism Forum) a récemment adopté un [mémorandum de bonnes pratiques](#) sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre le terrorisme tout en sauvegardant l'espace civique, codirigé par les Pays-Bas, le Maroc et les Nations Unies, avec le soutien du Global Center. Le mémorandum met l'accent sur les enseignements tirés de la promotion du dialogue multipartite, des pratiques inclusives d'évaluation des risques et de l'accès rapide aux services financiers.

Les efforts de réajustement des mesures visant à protéger les OSC contre les abus liés au financement du terrorisme sont essentiels, mais la mise en œuvre des normes internationales et des bonnes pratiques est au ralenti au niveau national. Il est essentiel qu'une collaboration solide soit établie entre les OSC, les autorités de CFT et le secteur privé en vue de prévenir et atténuer les conséquences négatives des mesures CFT tout en permettant la détection et la perturbation du financement illicite et du terrorisme. Ces efforts doivent être menés localement pour garantir un partenariat durable, inclusif et efficace en abordant l'intersection critique du CFT, de l'espace civique et de l'action humanitaire.

À PROPOS DU GLOBAL CENTER ON COOPERATIVE SECURITY

Le Global Center on Cooperative Security (Global Center) est une organisation à but non lucratif qui fait progresser des politiques, des partenaires et des pratiques inclusifs et fondés sur les droits de l'homme pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent. Nous fournissons une analyse indépendante et travaillons en partenariat avec le gouvernement, la société civile, le secteur privé et les acteurs multilatéraux pour faire progresser la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'une programmation informée à l'échelle mondiale et ancrée localement. Notre travail se concentre sur quatre domaines : prévenir et combattre l'extrémisme violent, faire progresser l'État de droit, promouvoir l'intégrité et l'inclusion financières et renforcer la politique de sécurité multilatérale.

Dans le cadre de son programme d'intégrité et d'inclusion financières, le Global Center travaille avec des acteurs publics et privés pour renforcer les capacités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme tout en préservant les droits de l'homme, l'espace civique et l'accès financier. Nous avons noué des partenariats avec plus de 50 juridictions et dispensé des formations à plus de 250 entités au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne, dans les Balkans occidentaux, en Asie du Sud-Est et en Europe. En particulier, nous nous spécialisons dans le partenariat avec des juridictions considérées comme présentant un risque plus élevé pour le financement du terrorisme et illicite afin de fournir des conseils stratégiques pour comprendre les profils de risque, affiner les cadres juridiques et améliorer la mise en œuvre des normes internationales et des bonnes pratiques conformément à une approche du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme proportionnée et fondée sur les risques. Dans notre programmation, nous nous appuyons sur un réseau mondial de praticiens experts et encourageons l'apprentissage par les pairs et le partage d'expertise pratique entre les juridictions de la même région ou avec des contextes opérationnels similaires.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Tracey Durner , directrice de l'intégrité et de l'inclusion financières, à tdurner@globalcenter.org